

# Brexit : « Les citoyens ne sont pas des pions dans la négociation »

Le ministre de l'intérieur britannique, Sajid Javid, demande à l'UE de clarifier sa position sur ses compatriotes installés en Europe

## ENTRETIEN

LYON - envoyé spécial

Participant à la réunion des six ministres de l'intérieur invités à Lyon dans le cadre du G6 (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne, Pologne), lundi 8 et mardi 9 octobre. Sajid Javid, le *home secretary* britannique, a répondu aux questions du *Monde* sur la sécurité, l'immigration et les conséquences du Brexit.

### Quelle est la conclusion de ces deux jours de discussion en matière de sécurité ?

Nous travaillons de manière très proche, avec efficacité. Nous avons besoin de passer en revue les principales menaces, comme le terrorisme, le crime organisé ou les actions hostiles de la part d'États extérieurs. Le message de ce G6 est que nous voulons poursuivre ce travail, même quand la Grande-Bretagne aura quitté l'Union européenne.

### Quel est, selon vous, le niveau de la menace terroriste ?

Il est toujours élevé. En Grande-Bretagne, en 2017, nous avons eu cinq attaques terroristes, ce qui n'était jamais arrivé. Depuis avril, les services de contre-terrorisme ont déjoué dix-sept attaques potentielles. Cela vous montre l'étendue de la menace.

### En cas d'absence d'accord sur le Brexit, y a-t-il un risque sur la sécurité ?

En matière de sécurité, nous avons proposé un traité complet, entre l'UE et le Royaume-Uni, pour continuer à coopérer de la même façon qu'aujourd'hui. Il y a clairement beaucoup de choses à discuter, mais la sécurité devrait faire partie des sujets inconditionnels. Les autres ministres de l'intérieur savent que la contribution du Royaume-Uni à la sécurité de l'Eu-

**« Une fois qu'on aura quitté l'Union européenne, nous voulons que les Français viennent en aussi grand nombre qu'avant »**

rope est vitale. Imaginez qu'il y ait une attaque terroriste dans un pays et que ça aurait pu être empêché par les services britanniques, comment pourraient-ils justifier ça devant les citoyens ?

### L'immigration illégale était aussi au menu des discussions. De quoi êtes-vous convenus ?

En 2017, nous avons vu une baisse de l'immigration illégale, mais nous sommes convenus qu'il ne fallait pas se reposer là-dessus, il y a toujours beaucoup de pression dans certaines zones. Le travail doit être mené au niveau de la zone Schengen [dont le Royaume-Uni n'est pas membre] mais nous pouvons apporter notre expertise dans la lutte contre l'immigration illégale et contre le trafic d'êtres humains.

### Qu'advient-il des citoyens européens qui vivent au Royaume-Uni après le Brexit ?

Les 3,5 millions de citoyens européens qui ont fait du Royaume-Uni leur maison pourront rester, qu'il y ait un accord sur le Brexit ou non ! Ils font partie de notre économie, mais aussi de notre culture, de notre société. Nous avons créé une application grâce à laquelle ils peuvent s'enregistrer en à peine 14 minutes. Nous voulons tout faire pour que le processus soit aussi facile que possible.

### Demandez-vous la réciprocité pour les citoyens britanniques habitant dans l'UE ?

La Commission européenne dit que, s'il y a un accord, ils pourront rester. Mais les citoyens ne sont pas des pions dans la négociation. Nous voulons que la Commission dise aussi vite que possible que s'il n'y a pas d'accord, ils peuvent quand même rester. Ça aurait déjà dû être fait. En France, nous saluons ce que le gouvernement a dit, mais ce serait bien de clarifier encore plus le fait que les plus de 150 000 Britanniques présents sur le territoire sont les bienvenus.

### Les Français qui voudront s'installer en Grande-Bretagne après le Brexit seront-ils traités comme les autres immigrants ?

Cela dépend de la conclusion des discussions. La première ministre britannique a fait une proposition très complète d'accord commercial. Il s'agit de faciliter les trajets entre l'Europe et le Royaume-Uni pour le tourisme ou le business. Mais il n'y aura plus de libre circulation.

### En cas d'absence d'accord le 29 mars 2019, la situation à Calais peut-elle tourner au cauchemar ?

Je ne l'espère pas. La France et la Grande-Bretagne ont historiquement une bonne coopération sur la gestion de cette frontière. C'est important pour les citoyens de nos deux pays de faire en sorte qu'il soit très facile de se rendre visite. Une fois qu'on aura quitté l'Union européenne, nous voulons que les Français viennent en aussi grand nombre qu'avant.

### Vous êtes issu de l'aile droite du Parti conservateur. Souscrivez-vous à sa proposition d'accord sur le Brexit, le « plan Chequers » ?

La première ministre britannique a raison. Elle a étudié toutes les

solutions. Elle l'a fait en ne pensant pas qu'aux intérêts de la Grande-Bretagne, mais aussi à ceux de l'UE. Par exemple, éviter le retour d'une frontière en Irlande est un sujet majeur pour le Royaume-Uni mais aussi pour la République d'Irlande et l'Union européenne. Theresa May a présenté un paquet de mesures équilibrées. Nous n'avons pas de réponse formelle de l'UE, mais je sais que c'est étudié de près. Il faut se dépêcher.

### Les divisions au sein du Parti conservateur, avec les critiques de Boris Johnson contre Theresa May, affaiblissent-elles la position britannique ?

Boris Johnson n'appartient pas au gouvernement. La politique est décidée par le gouvernement, dirigé par Theresa May. L'accord final sera examiné par le Parlement britannique, et tous les députés, dont Boris Johnson, pourront voter.

### Emmanuel Macron est-il perçu par les Britanniques comme le « bad cop » de la négociation ?

Non, le président Macron est un des personnages-clés des discussions. Quand j'étais ministre de l'économie, il était mon équivalent en France. J'étais ravi d'avoir affaire à lui. C'est l'une des personnes les plus intelligentes que j'ai rencontrées. Nous avons de la chance de l'avoir.

### Y a-t-il, selon vous, une répartition des rôles entre les Allemands, plus pragmatiques, et les Français, plus fermes, dans les discussions ?

Ils comprennent tous que le peuple britannique a pris sa décision. Il n'y aura pas de deuxième référendum. Quoi qu'il arrive, nous finirons par partir. Tout le monde doit trouver un moyen d'avancer désormais. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
NICOLAS CHAPUIS